Gouvernement du Canada | Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Novembre 2015 : excédent budgétaire de 0,4 milliard de dollars

Le mois de novembre 2015 s'est soldé par un excédent budgétaire de 0,4 milliard de dollars, comparativement à un excédent de 0,6 milliard en novembre 2014. Les revenus ont augmenté de 1,1 milliard (4,8 %), principalement sous l'effet de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés. Les charges de programmes ont augmenté de 1,6 milliard (8,1 %), en raison surtout de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard (12,7 %), principalement sous l'effet de rajustements moins importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.

D'avril à novembre 2015 : excédent budgétaire de 1,0 milliard de dollars

Pour la période d'avril à novembre 2015 de l'exercice 2015-2016, le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 1,0 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 3,3 milliards pour la même période de l'exercice 2014-2015. Les revenus ont augmenté de 14,2 milliards (8,2 %), en raison de la croissance de toutes les sources de revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 10,7 milliards (6,8 %), en raison de la hausse des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,9 milliard (4,7 %), en raison surtout d'un taux d'intérêt effectif moyen moins élevé sur les obligations d'État.

Novembre 2015

Le mois de novembre 2015 s'est soldé par un excédent budgétaire de 0,4 milliard de dollars, comparativement à un excédent de 0,6 milliard en novembre 2014.

Les revenus ont totalisé 23,9 milliards de dollars en novembre 2015, en hausse de 1,1 milliard (4,8 %) par rapport à novembre 2014.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (0,4 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 1,3 milliard de dollars (55,2 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 24 millions de dollars (5,1 %).
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 0,1 milliard de dollars (2,3 %). Les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont diminué de 0,2 milliard, les taxes sur l'énergie, de 8 millions, et les autres taxes et droits d'accise, de 7 millions. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 0,1 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 34 millions de dollars (3,3 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont diminué de 0,2 milliard de dollars (8,4 %).

Les charges de programmes ont totalisé 21,5 milliards de dollars en novembre 2015, en hausse de 1,6 milliard (8,1 %) par rapport à novembre 2014.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,8 milliard de dollars (12,4 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard (5,3 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,2 milliard (12,4 %). Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE), ont

augmenté de 0,4 milliard (35,5 %), principalement sous l'effet de la bonification et de l'élargissement de la PUGE entrée en vigueur en janvier 2015.

- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (4,0 %), sous l'effet des augmentations prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes se composent des paiements de transfert aux particuliers et aux organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou les principaux transferts aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, qui comprennent les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes de même que les charges des sociétés d'État. Les charges de programmes directes ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (7,5 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
    - Les paiements de transfert ont diminué de 0,1 milliard de dollars (3,3 %).
    - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (12,2 %).

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard de dollars (12,7 %), principalement sous l'effet de rajustements moins importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.

D'avril à novembre 2015

La période d'avril à novembre 2015 de l'exercice 2015-2016 s'est soldée par un excédent budgétaire de 1,0 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 3,3 milliards pour la même période de 2014-2015.

Les revenus ont progressé de 14,2 milliards de dollars (8,2 %) pour s'établir à 187,2 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,8 milliards de dollars (4,5 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 4,7 milliards de dollars (23,1 %), principalement sous l'effet de cotisations et de nouvelles cotisations visant des années d'imposition antérieures, ainsi que du calendrier de paiement des acomptes provisionnels de l'exercice en cours. Les sociétés sont généralement tenues de verser des acomptes mensuels pour leur année d'imposition en cours qui sont fondés sur leur impôt à payer de l'année d'imposition précédente ou leur impôt à payer estimatif de l'année d'imposition en cours. Cette pratique peut causer un délai entre les répercussions des événements économiques et les rentrées mensuelles d'impôt sur le revenu des sociétés, délai qui ne s'estompera que vers la fin de l'exercice du gouvernement.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (7,8 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 2,7 milliards de dollars (8,4 %) de plus. Les revenus tirés de la TPS ont augmenté de 1,9 milliard (8,8 %), les taxes sur l'énergie, de 0,1 milliard, les droits de douane à l'importation, de 0,6 milliard, et les autres taxes et droits d'accise, de 0,1 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (3,6 %), en raison de la croissance de la rémunération.
- Les autres revenus ont augmenté de 2,2 milliards de dollars (12,5 %), principalement sous l'effet du gain réalisé lors de la vente, en avril 2015, des dernières actions ordinaires de General Motors détenues par le gouvernement.

Pour la période d'avril à novembre 2015, les charges de programmes ont totalisé 168,3 milliards de dollars, en hausse de 10,7 milliards (6,8 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

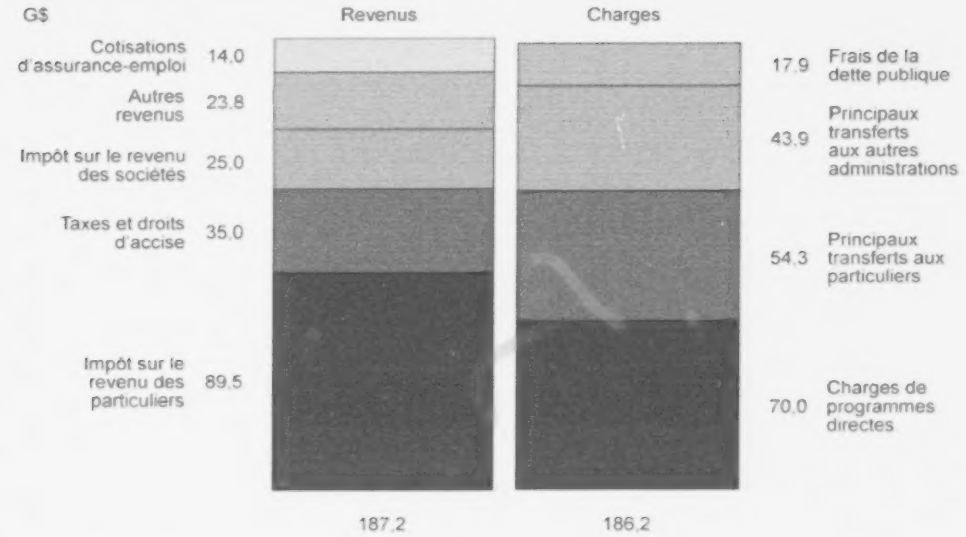
- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 5,4 milliards de dollars (11,1 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,3 milliard (4,3 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,9 milliard (7,5 %), et les prestations pour enfants ont augmenté de 3,3 milliards (38,4 %),

principalement en raison de la hausse des prestations découlant de la bonification et de l'élargissement de la PUGE.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,5 milliard de dollars (3,6 %), principalement sous l'effet des hausses prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 3,7 milliards de dollars (5,6 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
    - Les paiements de transfert ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (0,5 %).
    - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 3,6 milliards de dollars (7,8 %), ce qui s'explique en grande partie par une hausse des charges au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés et des anciens combattants.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,9 milliard de dollars (4,7 %), surtout en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur les obligations d'État.

Revenus et charges (d'avril à novembre 2015)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 12,7 milliards de dollars d'avril à novembre 2015

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où ils sont gagnés ou elles sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées ou les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, y compris le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu de l'excédent budgétaire de 1,0 milliard de dollars et des besoins financiers de 13,7 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à novembre 2015 s'est soldée par des besoins financiers de 12,7 milliards, comparativement à des ressources financières de 0,3 milliard pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 32,2 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ses besoins financiers de 12,7 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 19,5 milliards en augmentant la dette non échue de 32,2 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin de novembre 2015, les soldes de trésorerie s'élevaient à 47,5 milliards de dollars, en hausse de 13,7 milliards par rapport à la fin de novembre 2014.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Novembre		Avril à novembre	
	2014	**2015**	**2014–2015**	**2015–2016**
Opérations budgétaires				
Revenus	22 772	23 874	173 038	187 204
Charges				
Charges de programmes	-19 926	-21 540	-157 614	-168 301
Frais de la dette publique	-2 224	-1 942	-18 752	-17 876
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	622	392	-3 328	1 027
Opérations non budgétaires	197	2 079	3 657	-13 741
Ressources ou besoins financiers	819	2 471	329	-12 714
Variation nette dans les activités de financement	685	4 388	7 358	32 217
Variation nette dans l'encaisse	1 504	6 859	7 687	19 503
Encaisse à la fin de la période			33 759	47 453

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

	Novembre			Avril à novembre		
	2014 (M$)	2015 (M$)	Variation (%)	2014–2015 (M$)	2015–2016 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	12 174	12 227	0,4	85 648	89 460	4,5
Impôt sur le revenu des sociétés	2 329	3 615	55,2	20 285	24 963	23,1
Impôt sur le revenu des non-résidents	467	491	5,1	3 646	3 929	7,8
Total des impôts sur le revenu	14 970	16 333	9,1	109 579	118 352	8,0
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	3 219	3 036	-5,7	21 542	23 439	8,8
Taxes sur l'énergie	476	468	-1,7	3 682	3 803	3,3
Droits de douane à l'importation	336	429	27,7	3 059	3 619	18,3
Autres taxes et droits d'accise	480	473	-1,5	3 994	4 113	3,0
Total des taxes et droits d'accise	4 511	4 406	-2,3	32 277	34 974	8,4
Total des revenus fiscaux	19 481	20 739	6,5	141 856	153 326	8,1
Cotisations d'assurance-emploi	1 036	1 070	3,3	13 559	14 047	3,6
Autres revenus	2 255	2 065	-8,4	17 623	19 831	12,5
Total des revenus	22 772	23 874	4,8	173 038	187 204	8,2

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Novembre			Avril à novembre		
	2014 (M$)	2015 (M$)	Variation (%)	2014 –2015 (M$)	2015 –2016 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 659	3 852	5,3	28 836	30 087	4,3
Prestations d'assurance-emploi	1 457	1 638	12,4	11 422	12 274	7,5
Prestations pour enfants	1 122	1 520	35,5	8 656	11 978	38,4
Total	6 238	7 010	12,4	48 914	54 339	11,1
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 676	2 836	6,0	21 409	22 683	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 048	1 080	3,1	8 388	8 639	3,0
Total	3 724	3 916	5,2	29 797	31 322	5,1
Accords fiscaux et autres transferts[1]	1 625	1 687	3,8	13 737	14 172	3,2
Villes et collectivités du Canada	260	246	-5,4	1 849	1 597	-13,6
Abattement d'impôt du Québec	-363	-395	8,8	-2 994	-3 165	5,7
Total	5 246	5 454	4,0	42 389	43 926	3,6
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Affaires autochtones et Développement du Nord	440	449	2,0	4 044	4 224	4,5
Agriculture et Agroalimentaire	215	198	-7,9	561	803	43,1
Emploi et Développement social	638	570	-10,7	3 589	3 603	0,4
Affaires étrangères, Commerce et Développement	185	194	4,9	1 360	1 646	21,0
Santé	195	245	25,6	1 977	2 018	2,1

Industrie	111	169	52,3	1 436	1 552	8,1
Autres[1]	766	642	-16,2	6 716	5 934	-11,6
Total	2 550	2 467	-3,3	19 683	19 780	0,5
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	742	716	-3,5	4 852	5 449	12,3
Défense nationale	1 660	2 037	22,7	13 204	14 765	11,8
Tous les autres ministères et organismes	3 490	3 856	10,5	28 572	30 042	5,1
Total des autres charges de programmes directes	5 892	6 609	12,2	46 628	50 256	7,8
Total des charges de programmes directes	8 442	9 076	7,5	66 311	70 036	5,6
Total des charges de programmes	19 926	21 540	8,1	157 614	168 301	6,8
Frais de la dette publique	2 224	1 942	-12,7	18 752	17 876	-4,7
Total des charges	22 150	23 482	6,0	176 366	186 177	5,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle des états financiers consolidés du gouvernement du Canada de 2014-2015.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Novembre		Avril à novembre	
	2014	2015	2014–2015	2015–2016
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	622	392	-3 328	1 027
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-258	-372	-2 258	-2 682
Autres activités d'investissement	-709	-572	3 190	-4 362
Régimes de retraite et autres passifs	237	287	1 140	3 166
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	1 925	3 492	-1 143	-6 248
Opérations de change	-1 243	-1 107	138	-6 523
Amortissement des immobilisations corporelles	245	351	2 590	2 908
Total des autres activités	927	2 736	1 585	-9 863
Total des opérations non budgétaires	197	2 079	3 657	-13 741
Ressources ou besoins financiers	819	2 471	329	-12 714

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Novembre		Avril à novembre	
	2014	2015	2014 –2015	2015 –2016
Ressources ou besoins financiers	819	2 471	329	-12 714
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-2 256	-2 025	15 775	13 485
Bons du Trésor	2 600	6 700	-5 900	13 500
Titres au détail	-571	-918	-788	-1 044
Autres	0	0	0	0
Total	-227	3 757	9 087	25 941
Emprunts en devises	146	-148	-2 066	2 955
Total	-81	3 609	7 021	28 896
Réévaluation de swaps de devises	658	678	469	2 979
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	122	117	195	486
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-14	-16	-327	-144
Variation nette dans les activités de financement	685	4 388	7 358	32 217
Variation dans l'encaisse	1 504	6 859	7 687	19 503

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2015	30 novembre 2015	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	123 631	117 496	-6 135
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	487 881	501 366	13 485
Bons du Trésor	135 692	149 192	13 500
Titres au détail	5 660	4 616	-1 044
Total partiel	629 233	655 174	25 941
Payable en devises	20 267	23 222	2 955
Compte de réévaluation de swaps de devises	6 669	9 648	2 979
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	4 296	4 782	486
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	4 715	4 571	-144
Total de la dette non échue	665 180	697 397	32 217
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	152 664	152 299	-365
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	76 140	79 945	3 805
Autres passifs	6 002	5 728	-274
Total des régimes de retraite et autres passifs	234 806	237 972	3 166
Total de la dette portant intérêt	899 986	935 369	35 383
Total des passifs	1 023 617	1 052 865	29 248

Actifs financiers			
Trésorerie et créances	136 696	156 312	19 616
Comptes d'opérations de change	85 018	91 541	6 523
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	113 681	116 456	2 775
Actif des régimes de retraite du secteur public	1 263	1 263	0
Total des actifs financiers	336 658	365 572	28 914
Dette nette	686 959	687 293	334
Actifs non financiers	74 629	74 403	-226
Dette fédérale (déficit accumulé)	612 330	612 890	560

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 30 novembre 2015 inclut des pertes de 1,6 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrées par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril à novembre 2015.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Glenn Purves au 613-369-5655.

Janvier 2016

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2016)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document doit être adressée au ministère des Finance Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134